

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**



QUARANTE-TROISIÈME SESSION

*Documents officiels**

DEUXIÈME COMMISSION
48e séance
tenue le
9 décembre 1988
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 48e SEANCE

Président : M. NAVAJAS MOGRO (Bolivie)

SOMMAIRE

EXPRESSION DE SYMPATHIE A L'OCCASION DU TREMBLEMENT DE TERRE EN UNION DES
REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

POINT 82 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE
INTERNATIONALE (suite)

- a) STRATEGIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT POUR LA QUATRIEME DECENNIE DES
NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (suite)
- b) COMMERCE ET DEVELOPPEMENT (suite)
- c) PROBLEMES ALIMENTAIRES (suite)
- d) TENDANCES A LONG TERME DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

POINT 83 DE L'ORDRE DU JOUR : CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT (suite)

POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT
(suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commis-
sion.

Distr. GENERALE
A/C.2/43/SR.48
30 décembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 55.

EXPRESSION DE SYMPATHIE A L'OCCASION DU TREMBLEMENT DE TERRE EN UNION DES
REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

1. Le PRESIDENT, parlant au nom des membres de la Deuxième Commission et en son nom propre, exprime ses plus sincères sentiments au Gouvernement et au peuple de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à l'occasion du tremblement de terre dévastateur qui a récemment frappé la République socialiste soviétique d'Arménie. Il les assure de la totale solidarité de la communauté internationale dans ces circonstances difficiles et tragiques.

2. M. ASTAFIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) remercie au nom de sa délégation le Président et tous les Etats Membres des Nations Unies de leurs condoléances et de leur sympathie. La tragédie qui a frappé l'Arménie soviétique est ressentie dans le pays tout entier, et de nombreuses autres Républiques soviétiques ont offert leur assistance à l'Arménie. Sur le lieu même de la catastrophe, le Gouvernement soviétique a créé une commission gouvernementale spéciale présidée par le Président du Conseil des ministres. L'une des tâches de cette commission est de coordonner l'assistance fournie au peuple arménien par d'autres Républiques soviétiques.

3. L'Union soviétique remercie sincèrement les nombreux pays qui ont offert leur aide pour faire face aux conséquences du tremblement de terre.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)
(A/43/325-E/1988/54, A/43/336, A/43/360-E/1988/63, A/43/432-E/1988/68,
A/C.2/43/L.29)

POINT 82 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE
INTERNATIONALE (suite) (A/C.2/43/L.39)

- a) STRATEGIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT POUR LA QUATRIEME DECENNIE DES
NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (suite) (A/C.2/43/L.40/Rev.1 et L.81)
- b) COMMERCE ET DEVELOPPEMENT (suite) (A/C.2/43/L.57, L.79 et L.83)
- c) PROBLEMES ALIMENTAIRES (suite) (A/C.2/43/L.26 et L.82)
- f) TENDANCES A LONG TERME DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)
(A/C.2/43/L.56/Rev.1)

POINT 83 DE L'ORDRE DU JOUR : CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT (suite)
(A/C.2/43/L.15/Rev.2 et L.19)

POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT
(suite) (A/C.2/43/L.42, L.44 et L.80)

4. Le PRESIDENT invite la Commission à reprendre l'examen de l'alinéa b) du point 82 de l'ordre du jour.

/...

Projets de résolution sur les mesures spécifiques en faveur des pays en développement insulaires (A/C.2/43/L.57 et L.79)

5. Le PRESIDENT invite la Commission à examiner le projet de résolution A/C.2/43/L.79 et appelle l'attention des membres sur ses incidences sur le budget-programme (A/C.2/43/L.83).

6. M. OTOBO (Nigéria), Vice-Président, dit qu'à la suite de consultations officieuses, deux modifications ont été apportées au projet de résolution A/C.2/43/L.79. Au paragraphe 6, le membre de phrase "Invite les Etats, en particulier ceux qui sont en mesure de le faire, les organisations internationales et les institutions multilatérales de développement et de financement" a été remplacé par ce qui suit : "Lance un appel à la communauté internationale". Le paragraphe 8 a été en outre supprimé. La délégation nigériane recommande à la Commission d'adopter le projet de résolution avec les révisions apportées.

7. Le projet de résolution A/C.2/43/L.79, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté.

8. Le projet de résolution A/C.2/43/L.57 est retiré par ses auteurs.

9. Mme VRAILAS (Grèce) dit que la Communauté européenne et ses Etats membres, sans considérer que les pays insulaires en développement constituent une catégorie distincte, accordent une attention particulière à leurs besoins et leurs problèmes propres puisqu'ils ont établi une série de mesures et de dispositions touchant l'assistance financière et technique à fournir eu égard à la situation économique, aux objectifs et aux priorités de chaque pays.

10. M. ELGHOUAYEL (Tunisie), parlant au nom du Groupe des 77, se réjouit de l'adoption par consensus du projet de résolution A/C.2/43/L.79. Le Groupe des 77 croit comprendre que le nouveau chapeau du paragraphe 6, qui mentionne la communauté internationale, inclut les Etats et les organismes des Nations Unies, en particulier l'Organisation elle-même.

11. Mme GREDER (Suède), parlant au nom des pays nordiques, dit que le fait que certains pays en développement soient des pays insulaires ne justifie pas que l'on crée une catégorie distincte pour ce qui est de l'assistance au développement et des autres mesures d'appui. Les pays nordiques reconnaissent néanmoins qu'un certain nombre de pays insulaires ont besoin qu'on prévoie pour eux des mesures spécifiques et accordent en conséquence, en particulier par l'intermédiaire de leurs contributions multilatérales au développement, une assistance importante à ces pays.

12. Mme GROSS (Etats-Unis d'Amérique) dit que son gouvernement n'estime pas que le chapeau "pays insulaires en développement" délimite un groupe justifiant l'application de mesures spécifiques d'assistance économique. Si les Etats-Unis se sont associés au consensus sur le projet de résolution A/C.2/43/L.79, c'est qu'ils ont cru comprendre que l'objectif de la résolution était d'aider les plus petits et les plus pauvres de ces pays. L'Assemblée générale n'a pas à fixer de critères

/...

(Mme Gross, Etats-Unis)

pour le financement multilatéral à des conditions de faveur ni à définir la manière dont ces critères devraient être appliqués; la chose est en effet du ressort exclusif du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

13. M. PAYTON (Nouvelle-Zélande) dit que sa délégation tient à faire savoir combien elle apprécie les efforts considérables faits par de nombreuses délégations lors des négociations officieuses concernant le projet de résolution A/C.2/43/L.79. Si les besoins spécifiques des pays insulaires en développement ne les rendent nullement différents des autres pays en développement, ces besoins doivent néanmoins être reconnus. La délégation néo-zélandaise espère que les délégations qui ont exprimé les préoccupations que leur inspire le projet de résolution continueront à travailler dans un esprit positif de coopération afin de permettre à la Deuxième Commission de tenir un débat constructif sur la question lors de la quarante-cinquième session.

14. M. PILBEAM (Australie) dit que sa délégation se réjouit que le projet de résolution dont le texte lui paraît être nettement meilleur que celui de la résolution 41/163 de l'Assemblée générale ait été adopté sans réserve. L'Australie espère que l'adoption de ce projet bénéficiera aux pays insulaires en développement, en particulier aux plus petits d'entre eux.

15. Le PRESIDENT invite la Commission à passer à l'alinéa c) du point 82 de l'ordre du jour.

Projet de résolution concernant les problèmes alimentaires et agricoles
(A/C.2/43/L.26 et L.82)

16. M. FERNANDEZ (Philippines), Vice-Président, dit que les crochets figurant dans le dernier alinéa du préambule du projet de résolution A/C.2/43/L.82 doivent être supprimés et remplacés par les mots "des sorties nettes de ressources financières des pays en développement dans leur ensemble". Il croit comprendre que les délégations intéressées, en particulier le Groupe des 77 et la Communauté économique européenne, se sont entendues sur ce texte; il recommande donc que le projet de résolution A/C.2/43/L.82 soit adopté par la Commission.

17. Le projet de résolution A/C.2/43/L.82, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté.

18. Le projet de résolution A/C.2/43/L.26 est retiré par ses auteurs.

19. Le PRESIDENT invite la Commission à reprendre l'examen du point 83 de l'ordre du jour.

Projet de résolution sur la crise de la dette extérieure et le développement
(A/C.2/43/L.15/Rev.2)

20. M. OTOBO (Nigéria) signale que malgré de longues négociations sur le texte, il n'a pas été possible de parvenir à un consensus au cours des consultations officieuses.

/...

21. M. ELGHOUAYEL (Tunisie), parlant au nom du Groupe des 77, dit qu'il faut remplacer, dans le premier alinéa du préambule, les mots "la stratégie de la dette extérieure" par "les problèmes de la dette extérieure", pour que le texte corresponde au titre de la résolution mentionnée. Au quatrième alinéa du préambule de la version anglaise du texte, il convient de remplacer le mot "burdens" par "burden".

22. M. PAPADATOS (Grèce), parlant au nom des Etats membres de la Communauté européenne, dit qu'au onzième alinéa du préambule, il convient d'insérer une virgule après "crise de la dette" et de l'ôter après "de l'échange".

23. M. AL-KHATANY (Arabie saoudite) dit qu'au paragraphe 8 du dispositif, il convient d'insérer après "les pays créanciers" les mots "développé et les pays".

24. M. PAPADATOS (Grèce) croyait qu'on ne présentait que des modifications rédactionnelles; à son avis, l'amendement proposé par le représentant de l'Arabie saoudite, qui n'a jamais été évoqué au cours des longues consultations officielles, ne constitue pas une modification rédactionnelle.

25. M. ELGHOUAYEL (Tunisie) dit qu'il n'est pas d'accord avec les amendements proposés par la Grèce : il est inutile d'ajouter une virgule après les mots "crise de la dette" et de l'enlever après les mots "des termes de l'échange". En revanche, le Groupe des 77 ne soulève aucune objection aux observations faites par la Grèce à propos de la proposition présentée par l'Arabie saoudite.

26. M. PAPADATOS (Grèce) dit qu'il paraît y avoir un malentendu en ce qui concerne les modifications qu'il a proposées et celles qu'a proposées l'Arabie saoudite. Les Douze sont d'avis qu'on ne peut prendre une décision sur le projet tant que ces points n'ont pas été résolus.

27. Le PRESIDENT croit comprendre que le représentant de la Grèce demande qu'on reporte l'examen du document A/C.2/43/L.15/Rev.2. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission souhaite reporter l'examen du projet de résolution.

28. Il en est ainsi décidé.

29. Le PRESIDENT invite la Commission à reprendre l'examen du point 84 de l'ordre du jour.

Projet de décision sur les activités opérationnelles de développement
(A/C.2/43/L.80)

30. M. OTOBO (Nigéria) dit que, à la suite des consultations officielles tenues sur le projet de décision, il a été décidé de remplacer dans la dernière ligne du paragraphe 2 du dispositif de la version anglaise du document le mot "is" par le mot "are". Les paragraphes 1, 2 et 3 du dispositif devraient tous être placés entre crochets. Ces amendements ayant permis de maintenir le consensus, le représentant du Nigéria recommande à la Deuxième Commission d'approuver le projet de décision.

/...

31. M. ELGHOUAYEL (Tunisie), parlant au nom du Groupe des 77, rappelle qu'il a été suggéré à la précédente séance que le texte du projet de décision ne contienne que deux paragraphes; il faudrait donc éliminer le paragraphe 3 ou alors insérer à la fin du paragraphe 2 le mot "ou".

32. Le PRESIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Deuxième Commission souhaite adopter le projet de décision, avec les modifications apportées.

33. Le projet de décision A/C.2/43/L.80 est adopté tel qu'il a été oralement modifié.

34. M. KIURU (Finlande) dit que sa délégation s'est associée au consensus sur le document A/C.2/43/L.80, encore qu'elle estime que les projets de résolution A/C.2/43/L.42 et L.44 contiennent des éléments que l'Assemblée générale n'a pas à examiner à sa quarante-troisième session. Ces éléments figurent maintenant dans l'annexe au projet de décision; la délégation finlandaise aurait préféré qu'on supprime ces paragraphes plutôt que de les renvoyer à la session à venir du Conseil économique et social pour examen et décision.

35. M. ELGHOUAYEL (Tunisie) appuie cette déclaration.

36. Le PRESIDENT appelle l'attention des membres sur le document A/C.2/43/10, et en particulier sur le paragraphe 6, dans lequel l'Assemblée générale est priée de prendre note de la décision 88/47 du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement de mettre un terme aux activités du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies en faveur des pays et des peuples coloniaux et de reporter le solde de ce compte s'élevant à 900 dollars des Etats-Unis, sur les ressources générales du PNUD. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission prend note de la décision du Conseil d'administration.

37. Il en est ainsi décidé.

38. Le PRESIDENT invite la Commission à reprendre l'examen de l'alinéa a) du point 82.

Projet de résolution sur les préparatifs d'une stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement (A/C.2/43/L.40/Rev.1)

39. Le PRESIDENT appelle l'attention de la Commission sur l'état des incidences sur le budget-programme, figurant dans le document A/C.2/43/L.81.

40. M. OTOBO (Nigéria) propose à la Commission de statuer sur le projet de résolution, les résultats des consultations officieuses ne lui permettant pas de recommander de l'adopter sans le mettre aux voix.

/...

41. M. ELGHOUAYEL (Tunisie), parlant au nom du Groupe des 77, dit qu'au paragraphe 2 du projet de résolution (A/C.2/43/L.40), il convient de remplacer "activités concernant l'examen de la stratégie en vue d'appuyer les travaux du Comité spécial" par "activités concernant la préparation de la stratégie en vue d'appuyer les travaux du Comité spécial et son examen de la question".

42. Le PRESIDENT propose à la Commission de procéder à un vote enregistré sur le projet de résolution, tel qu'il a été modifié oralement.

43. M. ELGHOUAYEL (Tunisie) s'étonne de cette proposition, le projet de résolution ayant fait l'objet d'un consensus, et suggère de tenir d'autres consultations officielles.

La séance est suspendue à 16 h 55; elle est reprise à 22 h 10.

44. M. ELGHOUAYEL (Tunisie) s'étonne de lire au paragraphe 8 du document A/C.2/43/L.81 qu'il est prévu que le Comité spécial plénier tiende une session de deux semaines en janvier 1990, à une période où plusieurs autres réunions sont prévues. Par ailleurs, il convient de modifier le texte du projet puisque la Commission décidera probablement de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la relance de la croissance et du développement économique des pays en développement au cours du même mois.

45. M. STOBY (Secrétaire de la Commission) dit que le document A/C.2/43/L.81 a été établi avant qu'il ait été décidé de prévoir la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale. La référence à la tenue d'une session de deux semaines du Comité spécial plénier en janvier 1990 est uniquement destinée à rappeler que le Comité tiendra deux sessions en 1990. Bien entendu, le Comité plénier pourra arrêter la date exacte de ses sessions une fois constitué.

46. M. ELGHOUAYEL (Tunisie) suggère que le Secrétariat propose d'autres dates précises.

47. M. STOBY (Secrétaire de la Commission) dit que le Secrétariat est tout à fait disposé à supprimer toute référence à des dates précises dans le document A/C.2/43/L.81 s'agissant de la session du Comité plénier, mais précise que si le Comité plénier peut faire preuve de souplesse quant au choix de la date de ses sessions en 1990, il n'a pas autant de latitude en ce qui concerne celles prévues en 1989.

48. M. ELGHOUAYEL (Tunisie) dit que, dans ce cas, le paragraphe 8 du document A/C.2/43/L.81 doit être modifié pour indiquer simplement que le Comité plénier se réunira pendant quatre semaines en 1990. Il sera alors loisible à celui-ci d'arrêter la date de ses sessions lors de sa session d'organisation.

49. Le PRESIDENT prend note des amendements proposés par le représentant de la Tunisie et invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/43/L.40/Rev.1, notant qu'il a été demandé de procéder à un vote enregistré.

/...

50. Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.2/43/L.40/Rev.1.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Etats-Unis d'Amérique.

51. Par 114 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution A/C.2/43/L.40/Rev.1 est adopté, tel qu'il a été modifié oralement.

52. M. ELGHOUAYEL (Tunisie), parlant au nom du Groupe des 77, se félicite de l'adoption du projet de résolution, qui traite d'un sujet auquel les pays en développement attachent une grande importance. Bien qu'il ait fallu mettre le texte du projet aux voix, l'intervenant espère que toutes les délégations s'associeront au consensus lors de l'élaboration de la stratégie internationale du développement pour les années 90, notamment une fois que la nouvelle administration du pays hôte sera en place. A cet égard, il sied particulièrement que le projet de résolution sur les préparatifs de la troisième stratégie internationale du développement soit adopté à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la mort du Président Kennedy, qui a, le premier, avancé l'idée d'une stratégie internationale du développement.

53. M. KRAMER (Canada) croit comprendre que le paragraphe 5 du projet de résolution prie le Secrétaire général de contribuer d'une manière importante à la formulation de la nouvelle stratégie internationale du développement.

54. M. GONGSAKDI (Thaïlande) dit que s'il avait été présent au moment du scrutin, il aurait voté pour le projet de résolution.

55. Le PRESIDENT invite la Commission à reprendre l'examen du point 82 f) de l'ordre du jour.

Projet de résolution sur la coopération internationale en vue de l'élimination de la pauvreté dans les pays en développement (A/C.2/43/L.56/Rev.1)

56. M. ELGHOUEYEL (Tunisie), parlant au nom du Groupe des 77, dit que lors des consultations officieuses, le Groupe a proposé des modifications au texte du projet de résolution de manière à permettre la réalisation d'un consensus, modifications qui consistent à supprimer le huitième alinéa et à ajouter les mots "pour soutenir les efforts nationaux" après les mots "communauté internationale" au paragraphe 3 du dispositif.

57. Mme GROSS (Etats-Unis d'Amérique) n'est pas en mesure d'accepter le texte du projet de résolution A/C.2/43/L.56/Rev.1, tel qu'il a été modifié oralement par le représentant de la Tunisie.

58. M. ELGHOUEYEL (Tunisie) déclare que, étant donné l'impossibilité de parvenir à un consensus sur le projet de résolution, le Groupe des 77 demande plus de temps pour étudier les modifications qu'il pourrait éventuellement apporter au texte.

59. M. BEN MOUSSA (Maroc) refuse que la notion de pauvreté soit mise aux voix. S'il comprend les objections que certaines délégations pouvaient avoir quant au texte du projet de résolution, il n'en pense pas moins qu'un consensus reste possible. Il demande donc instamment que le Groupe des 77 soit autorisé à tenir d'autres consultations officieuses sur le projet de résolution.

60. M. LEHNE (Norvège) dit que la demande que le Groupe des 77 vient de faire le convainc encore davantage que celui-ci use de tactiques de négociation plutôt bizarres et se demande pendant combien de temps se prolongeront encore les discussions sur un projet de résolution qui traite d'une question d'une grande importance pour toutes les délégations.

61. M. ZIADA (Iraq) dit que, bien qu'il soit membre du Groupe des 77, l'Iraq n'a pas été informé des modifications que le représentant de la Tunisie vient de proposer et ne pense pas qu'il faille suspendre la séance pour consacrer plus de temps aux consultations officieuses.

62. M. ELGHOUEYEL (Tunisie) juge inadmissibles les observations du représentant de la Norvège. Aucune délégation n'a le droit de porter un jugement sur la façon dont le Groupe des 77 ou tout autre groupe mène ses négociations.

/...

(M. Elghouayel, Tunisie)

63. Sur la base des toutes dernières consultations, l'orateur propose de remplacer le paragraphe 3 du projet de résolution A/C.2/43/L.56/Rev.1 par le texte du paragraphe 3 du projet de résolution A/C.2/43/L.56. Cette modification serait la seule apportée au texte dont la Commission est saisie : le huitième alinéa serait rétabli.

64. M. KRAMER (Canada) propose d'examiner les propositions du Groupe des 77. Après de si longs débats sur le projet de résolution, on est assez près d'un accord pour ne pas prendre de décision hâtive. Il demande donc que la séance soit suspendue pour permettre la tenue de consultations officielles.

65. M. PAPADATOS (Grèce), abondant dans le même sens, dit que le texte du projet de résolution a été si longuement examiné lors de consultations officielles tenues jusqu'ici qu'il mérite qu'on lui consacre davantage de temps.

66. M. PETRONE (Italie) est disposé à accepter la tenue de consultations officielles sur le projet de résolution à condition que la Commission poursuive simultanément ses travaux.

67. Le PRESIDENT invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution tel que le représentant de la Tunisie vient de le modifier oralement au nom de ses auteurs et rappelle qu'il a été demandé de procéder à un vote enregistré.

68. Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.2/43/L.56/Rev.1.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Pérou, Qatar, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

/...

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

69. Par 95 voix contre une, avec 19 abstentions, le projet de résolution A/C.2/43/L.56/Rev.1 est adopté.

70. Le PRESIDENT invite la Commission à reprendre l'examen du point 83 de l'ordre du jour.

Projet de résolution intitulé : "Crise de la dette extérieure et développement : vers une solution durable du problème de la dette" (A/C.2/43/L.15/Rev.2)

71. M. OTOBO (Nigéria), présentant le projet de résolution, recommande à la Commission de l'adopter.

72. M. PAPADATOS (Grèce), parlant au nom des Etats membres de la Communauté européenne, demande où en sont les corrections et amendements divers proposés auparavant au cours de la séance.

73. M. ELGHOUAYEL (Tunisie) dit que le Groupe des 77 n'a que deux corrections à apporter, comme indiqué précédemment.

74. M. PAPADATOS (Grèce) dit que la position des Etats membres de la Communauté européenne n'a pas changé.

75. Le PRESIDENT dit qu'on a demandé un vote enregistré sur le projet de résolution, tel qu'il a été révisé oralement par le représentant de la Tunisie.

76. Il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.2/43/L.15/Rev.2.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda,

/...

Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Japon.

77. Le projet de résolution A/C.2/43/L.15/Rev.2, sous sa forme modifiée, est adopté par 115 voix contre une, avec une abstention.

78. M. LICHTINGER (Mexique) dit que la version espagnole du projet de résolution contient de nombreuses erreurs de traduction. Par exemple, la dernière partie du paragraphe 8 du texte espagnol n'apparaît pas dans la version originale anglaise.

79. M. ELGHOUAYEL (Tunisie) convient que les textes traduits contiennent de nombreuses erreurs et qu'ils devraient être révisés. Le point important en ce qui concerne le paragraphe 8 est que le membre de phrase pays créanciers se réfère aux pays développés.

Projet de décision A/C.2/43/L.19

80. Le PRESIDENT dit qu'eu égard aux résultats des consultations officieuses sur le projet de décision, il considérera, s'il n'y a pas d'objection, que la Commission souhaite remettre l'examen du projet de décision à la quarante-quatrième session.

81. Il en est ainsi décidé.

82. Le PRESIDENT invite la Commission à reprendre son examen du point 12 de l'ordre du jour.

Projet de résolution sur la stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000 (A/C.2/43/L.29)

83. M. FERNANDEZ (Philippines), Vice-Président, présentant le projet de résolution, recommande à la Commission de l'adopter.

84. Le projet de résolution A/C.2/43/L.29 est adopté.

85. M. AL-KHATANY (Arabie saoudite) croit comprendre que la référence faite au paragraphe 9 aux organismes financiers concerne les institutions multilatérales et que la référence aux pays créditeurs s'applique aux pays développés.

/...

Rapports dont la Deuxième Commission est saisie au titre du point 12 de l'ordre du jour (A/43/325-E/1988/54, A/43/336, A/43/360-E/1988/63 et A/43/432-E/1988/68)

86. Le PRESIDENT propose, pour que la Commission l'examine, un projet de décision concernant des rapports du Secrétaire général sur lesquels aucun projet de proposition n'a été soumis, qui serait libellé comme suit :

"L'Assemblée générale,

Décide de prendre note :

a) Du rapport du Secrétaire général sur la Décennie des transports et des communications en Afrique (A/43/325-E/1988/54);

b) De la note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population sur le prix des Nations Unies en matière de population (A/43/336);

c) Du rapport du Secrétaire général sur le rôle des entrepreneurs locaux dans le développement économique (A/43/360-E/1988/63); et

d) De la note du Secrétaire général sur les pratiques économiques israéliennes dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés (A/43/432-E/1988/68)."

87. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter le projet de décision.

88. Il en est ainsi décidé.

89. Le PRESIDENT invite la Commission à reprendre son examen du point 82 de l'ordre du jour.

Projet de décision A/C.2/43/L.39

90. M. OTOBO (Nigéria), Vice-Président, propose le texte amendé suivant pour examen, à la suite des consultations officieuses :

"L'Assemblée générale,

Décide :

a) De tenir une reprise de sa quarante-troisième session avant la fin du mois de février 1989, pour que la Deuxième Commission puisse continuer à examiner la question de convocation, en 1990, d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la coopération économique internationale, en particulier à la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et prenne une décision finale à ce sujet;

/...

(M. Ootobq, Nigéria)

b) De renvoyer, à la reprise de sa session, pour examen et suite à donner, le projet de décision intitulé 'Convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement' (A/C.2/43/L.39)."

91. M. ELGHOAYEL (Tunisie) dit qu'il n'a pas été possible de parvenir à un accord malgré les longues consultations sur le projet de décision. Certains éléments du texte du Vice-Président ont besoin d'être améliorés. En particulier, il n'est pas sûr que ce texte, une fois adopté, fournirait une base appropriée pour la reprise de la quarante-troisième session. La Deuxième Commission, à toute reprise de session, doit prévoir d'achever ses travaux, et tout amendement au projet de décision doit tenir compte de cette considération.

92. Au nom du Groupe des 77, M. Elghouayel souhaite réviser comme suit le projet de décision dont le Vice-Président a donné lecture :

"L'Assemblée générale,

a) Décide de convoquer en 1990 une session extraordinaire consacrée à la coopération économique internationale et à la relance de la croissance et du développement des pays en développement, et d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-quatrième session une question intitulée 'Préparatifs de la session extraordinaire de 1990';

b) Décide de convoquer une reprise de sa quarante-troisième session à la fin de février 1989 au plus tard en vue de prendre une décision finale sur les travaux préparatoires de la session extraordinaire et les dispositions pratiques à prendre pour sa convocation."

93. Une fois que le projet de décision révisé aura été adopté, le Président devra rédiger un document d'accompagnement adéquat présentant les points de vue exprimés par les membres de la Commission à la présente session sur les diverses propositions qui ont été faites et qui ont été examinées. Il est important de ne pas perdre l'élan acquis à la session en cours.

94. M. PAPADATOS (Grèce), parlant au nom des douze Etats membres de la Communauté européenne et constatant que le projet de décision révisé dont le représentant de la Tunisie vient de donner lecture diffère considérablement du texte du Vice-Président, demande une courte suspension de séance pour tenir des consultations officieuses.

95. M. CAHILL (Etats-Unis d'Amérique) juge regrettable que la Commission soit maintenant saisie d'un nouveau texte, puisqu'on était déjà parvenu à un accord sur un texte final, qui devait être mis aux voix à la séance en cours.

96. M. KRAMER (Canada) ne sera pas en mesure, à la session en cours, d'appuyer le texte dont le représentant de la Tunisie vient de donner lecture, car il ne pourra pas obtenir d'instruction de son gouvernement à l'heure actuelle. Le Canada a manifesté de l'intérêt pour une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la question à l'étude, mais a un type particulier de session en tête.

/...

97. M. TANIGUCHI (Japon) dit que son gouvernement a toujours appuyé l'idée d'un dialogue entre le Nord et le Sud. Il est surpris et consterné de voir que la Commission est maintenant saisie d'un nouveau texte. Il lance un appel au Groupe des 77 pour qu'un nouvel élément ne soit pas introduit dans le débat au stade actuel.

98. M. PILBEAM (Australie) ne peut se prononcer sur le texte dont le représentant de la Tunisie vient de donner lecture sans recevoir d'instructions de son gouvernement.

La séance est suspendue à 11 h 45 et reprise à 12 h 10.

99. Après un débat de procédure auquel participent M. ZIADA (Iraq), M. PAPADATOS (Grèce), au nom de la Communauté européenne, M. LEHNE (Norvège), M. BEN MOUSSA (Maroc) et M. OTOBO (Nigéria), en sa qualité de vice-président, le PRESIDENT dit que le Comité ne sera pas en mesure d'achever ses travaux à la séance en cours.

La séance est levée à minuit.

/...